

Art. 14. A l'article 30 du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 14 avril 1993, sont apportées les modifications suivantes :

1° le § 1^{er}, alinéa 1^{er}, est remplacé par la disposition suivante :

« Pour l'application de l'article 13, § 1^{er}, de la loi, les prestations à prendre en considération sont celles auxquelles le handicapé a droit à la date de prise d'effet de la demande d'allocation ou le premier jour du mois qui suit la révision d'office »;

2° le § 2 est complété par l'alinéa suivant :

« Dans les cas où le jugement ou l'accord ne précise pas la partie du capital affectée à l'indemnisation de la réduction de capacité de gain, la conversion en rente viagère hypothétique se fait sur la base de 70 pct. du capital-indemnité alloué au demandeur. »

Art. 15. A l'article 31 du même arrêté sont apportées les modifications suivantes :

1° dans l'alinéa 2, les mots « Ministère de la Prévoyance sociale » sont remplacés par les mots « Ministère des Affaires sociales, de la Santé publique et de l'Environnement »;

2° le dernier alinéa est remplacé par la disposition suivante :

« Elle est accordée jusqu'à concurrence des montants de l'allocation de remplacement de revenus et de l'allocation d'intégration auxquels le handicapé peut prétendre conformément aux articles 2 à 9, 12 et 13, § 1^{er} de la loi. ».

Art. 16. Dans l'article 33, alinéa 5 du même arrêté, les mots « Ministère de la Prévoyance sociale » sont remplacés par les mots « Ministère des Affaires sociales, de la Santé publique et de l'Environnement ».

Art. 17. Un article 34bis, rédigé comme suit, est inséré dans le même arrêté :

« Art. 34bis. La demande en renonciation se fait par simple lettre. »

Art. 18. L'article 38 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 38. La première révision du droit à une allocation octroyée en vertu de la loi du 27 juin 1969 relative à l'octroi d'allocations aux handicapés, qui a lieu au plus tôt avec effet au 1^{er} juillet 1987, est considérée comme comportant une demande en révision de l'appréciation de la capacité de gain et du degré d'autonomie, nonobstant la disposition de l'article 21, 9°, dernière phrase. »

Art. 19. Les dispositions du présent arrêté s'appliquent aux personnes dont la demande d'allocation prend cours, ou dont le droit à l'allocation est revu par une décision administrative ou judiciaire, à partir du 1^{er} février 1999.

Art. 20. L'article 262 de la loi du 22 février 1998 portant des dispositions sociales entre en vigueur le 1^{er} février 1999.

Art. 21. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} février 1999, à l'exception de l'article 15, 2°, qui produit ses effets le 3 mars 1998.

Art. 22. Notre Ministre de la Santé publique et Notre Secrétaire d'Etat à l'Intégration sociale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 15 janvier 1999.

ALBERT

Par le Roi :
Le Ministre de la Santé publique,
M. COLLA

Le Secrétaire d'Etat à l'Intégration sociale,
J. PEETERS

Art. 14. In artikel 30 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 14 april 1993, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° § 1, eerste lid, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Voor de toepassing van artikel 13, § 1, van de wet, zijn de in aanmerking te nemen uitkeringen degene waarop de gehandicapte recht heeft op de datum van uitwerking van de aanvraag tot tegemoetkoming of op de eerste dag van de maand die volgt op de ambtshalve herziening »;

2° § 2 wordt aangevuld met het volgende lid :

« In de gevallen waarin het vonnis of de minnelijke schikking het gedeelte van het kapitaal dat voor de vergoeding van de vermindering van het vermogen is bestemd niet nader bepaalt, geschiedt de omzetting in lijfrente op 70 pct. van het kapitaal dat als vergoeding aan de aanvrager werd toegekend. »

Art. 15. In artikel 31 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het tweede lid worden de woorden « Ministerie van Sociale Voorzorg » vervangen door de woorden « Ministerie van Sociale Zaken, Volksgezondheid en Leefmilieu »;

2° het laatste lid wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Het wordt verleend ten belope van de bedragen van de inkomensvervangende tegemoetkoming en van de integratietegemoetkoming waarop de gehandicapte aanspraak kan maken overeenkomstig de artikelen 2 tot 9, 12 en 13, § 1 van de wet. ».

Art. 16. In artikel 33, vijfde lid van hetzelfde besluit worden de woorden « Ministerie van Sociale Voorzorg » vervangen door de woorden « Ministerie van Sociale Zaken, Volksgezondheid en Leefmilieu ».

Art. 17. Een artikel 34bis, luidend als volgt, wordt in hetzelfde besluit ingevoegd :

« Art. 34bis. De aanvraag tot verzaking gebeurt bij gewone brief. »

Art. 18. Artikel 38 van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 38. De eerste herziening van het recht op een tegemoetkoming toegekend krachtens de wet van 27 juni 1969 betreffende het toekennen van tegemoetkomingen aan gehandicapten, welke ten vroegste met ingang van 1 juli 1987 plaatsgrijpt, wordt geacht een aanvraag tot herziening van het verdienvermogen en van de graad van zelfredzaamheid te omvatten, ongeacht de bepaling van artikel 21, 9°, laatste zin. »

Art. 19. De bepalingen van dit besluit zijn van toepassing op de personen wier aanvraag om tegemoetkoming uitwerking heeft, of wier recht op de tegemoetkoming door een administratieve of gerechtelijke beslissing herzien wordt, vanaf 1 februari 1999.

Art. 20. Artikel 262 van de wet van 22 februari 1998 houdende sociale bepalingen treedt in werking op 1 februari 1999.

Art. 21. Dit besluit treedt in werking op 1 februari 1999, met uitzondering van artikel 15, 2°, dat op 3 maart 1998 uitwerking heeft.

Art. 22. Onze Minister van Volksgezondheid en Onze Staatssecretaris voor Maatschappelijke Integratie zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 15 januari 1999.

ALBERT

Van Koningswege :
De Minister van Volksgezondheid,
M. COLLA

De Staatssecretaris voor Maatschappelijke Integratie,
J. PEETERS

Vu l'arrêté royal du 14 décembre 1998 fixant, pour l'exercice 1999, le budget global du Royaume, visé à l'article 87 de la loi sur les hôpitaux pour le financement des frais de fonctionnement des hôpitaux;

Vu l'arrêté ministériel du 2 août 1986 fixant pour les hôpitaux et les services hospitaliers les conditions et règles de fixation du prix de la journée d'hospitalisation, du budget et de ses éléments constitutifs, ainsi que les règles de comparaison du coût et de la fixation du quota des journées d'hospitalisation, modifié par les arrêtés ministériels des 21 avril 1987, 11 août 1987, 7 novembre 1988, 12 octobre 1989, 20 décembre 1989, 23 juin 1990, 10 juillet 1990, 28 novembre 1990, 26 février 1991, 20 mars 1991, 10 avril 1991, 20 novembre 1991, 19 octobre 1992, 30 octobre 1992, 30 décembre 1993, 23 juin 1994, 19 juillet 1994, 29 décembre 1994, 27 décembre 1995, 30 décembre 1996, 8 septembre 1997, 10 décembre 1997, 29 décembre 1997, 26 août 1998 et 30 décembre 1998;

Vu les avis du Conseil National des Etablissements Hospitaliers, Section Financement, donnés les 23 juillet 1998, 24 septembre 1998, 8 octobre 1998 et 28 octobre 1998;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 27 novembre 1998;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, modifié par la loi du 9 août 1980, la loi du 4 juillet 1989 et la loi du 19 juillet 1991;

Vu l'urgence;

Considérant que la sécurité juridique impose qu'il faut d'urgence informer les gestionnaires des hôpitaux des conditions et des règles en vigueur pour le financement des hôpitaux en 1999, afin qu'ils puissent prendre en temps utile les mesures nécessaires,

Arrête :

CHAPITRE Ier — Dispositions générales

Article 1^{er}. Les dispositions de l'arrêté ministériel du 2 août 1986 fixant pour les hôpitaux et les services hospitaliers les conditions et les règles de fixation du prix de la journée d'hospitalisation, du budget et de ses éléments constitutifs, ainsi que les règles de comparaison du coût et de la fixation du quota des journées d'hospitalisation, modifié par les arrêtés ministériels des 21 avril 1987, 11 août 1987, 7 novembre 1988, 12 octobre 1989, 20 décembre 1989, 23 juin 1990, 10 juillet 1990, 28 novembre 1990, 26 février 1991, 20 mars 1991, 10 avril 1991, 20 novembre 1991, 19 octobre 1992, 30 octobre 1992, 30 décembre 1993, 23 juin 1994, 19 juillet 1994, 28 décembre 1994, 27 décembre 1995, 30 décembre 1996, 8 septembre 1997, 10 décembre 1997, 29 décembre 1997, 26 août 1998 et 30 décembre 1998 sont, pour l'exercice 1999, concrétisées et complétées par les dispositions figurant dans le présent arrêté.

Art. 2. Pour l'application du présent arrêté, on entend par :

1° "l'arrêté royal du 30 juillet 1986" : l'arrêté royal du 30 juillet 1986 modifiant l'arrêté royal du 13 décembre 1966 déterminant le taux et certaines conditions d'octroi des subventions pour la construction, le reconditionnement, l'équipement et l'appareillage d'hôpitaux;

2° "l'arrêté ministériel du 2 août 1986" : l'arrêté ministériel du 2 août 1986 fixant pour les hôpitaux et les services hospitaliers les conditions et règles de fixation du prix de la journée d'hospitalisation, du budget et de ses éléments constitutifs, ainsi que les règles de comparaison du coût et de la fixation du quota des journées d'hospitalisation, modifié par les arrêtés ministériels des 21 avril 1987, 11 août 1987, 7 novembre 1988, 12 octobre 1989, 20 décembre 1989, 23 juin 1990, 10 juillet 1990, 28 novembre 1990, 26 février 1991, 20 mars 1991, 10 avril 1991, 20 novembre 1991, 19 octobre 1992, 30 octobre 1992, 30 décembre 1993, 23 juin 1994, 19 juillet 1994, 28 décembre 1994, 27 décembre 1995, 30 décembre 1996, 8 septembre 1997, 10 décembre 1997, 29 décembre 1997, 26 août 1998 et 30 décembre 1998;

3° "l'arrêté ministériel du 2 mai 1995" : l'arrêté ministériel du 2 mai 1995 modifiant l'arrêté ministériel du 28 décembre 1994 fixant, pour l'exercice 1995, les conditions et règles spécifiques qui régissent la fixation du prix de la journée d'hospitalisation, le budget des moyens financiers et le quota de journées d'hospitalisation des hôpitaux et services hospitaliers;

4° "l'arrêté ministériel du 27 décembre 1995" : l'arrêté ministériel du 27 décembre 1995 fixant, pour l'exercice 1996, les conditions et les règles spécifiques qui régissent la fixation du prix de la journée d'hospitalisation, le budget des moyens financiers et le quota de journées d'hospitalisation des hôpitaux et services hospitaliers.

Gelet op het koninklijk besluit van 14 december 1998 houdende vaststelling van het globale budget van het Rijk, zoals bedoeld in artikel 87 van de wet op de ziekenhuizen, voor de financiering van de werkkosten van de ziekenhuizen voor het dienstjaar 1999;

Gelet op het ministerieel besluit van 2 augustus 1986 houdende bepaling van de voorwaarden en regelen voor de vaststelling van de prijs per verpleegdag, het budget en de onderscheiden bestanddelen ervan, alsmede van de regelen voor de vergelijking van de kosten en voor de vaststelling van het quotum van de verpleegdagen voor de ziekenhuizen en ziekenhuisdiensten, gewijzigd bij de ministeriële besluiten van 21 april 1987, 11 augustus 1987, 7 november 1988, 12 oktober 1989, 20 december 1989, 23 juni 1990, 10 juli 1990, 28 november 1990, 26 februari 1991, 20 maart 1991, 10 april 1991, 20 november 1991, 9 oktober 1992, 30 oktober 1992, 30 december 1993, 23 juni 1994, 19 juli 1994, 28 december 1994, 27 december 1995, 30 december 1996, 8 september 1997, 10 december 1997, 29 december 1997, 26 augustus 1998 en 30 december 1998;

Gelet op de adviezen van de Nationale Raad voor Ziekenhuisvoorzieningen, Afdeling Financiering, gegeven op 23 juli 1998, 24 september 1998, 8 oktober 1998 en 28 oktober;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 27 november 1998;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 9 augustus 1980, de wet van 4 juli 1989 en de wet van 19 juli 1991;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat de rechtszekerheid gebiedt dat de ziekenhuisbeheerders dringend in kennis worden gesteld van de voorwaarden en regelen die gelden voor de financiering van de ziekenhuizen in 1999, ten einde hen toe te laten tijdig de nodige maatregelen te treffen,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — Algemene bepalingen

Artikel 1. De bepalingen van het ministerieel besluit van 2 augustus 1986 houdende bepaling van de voorwaarden en regelen voor de vaststelling van de prijs per verpleegdag, het budget en de onderscheiden bestanddelen ervan, alsmede van de regelen voor de vergelijking van de kosten en voor de vaststelling van het quotum van de verpleegdagen voor de ziekenhuizen en ziekenhuisdiensten, gewijzigd bij de ministeriële besluiten van 21 april 1987, 11 augustus 1987, 7 november 1988, 12 oktober 1989, 20 december 1989, 23 juni 1990, 10 juli 1990, 28 november 1990, 26 februari 1991, 20 maart 1991, 10 april 1991, 20 november 1991, 19 oktober 1992, 30 oktober 1992, 30 december 1993, 23 juni 1994, 19 juli 1994, 28 december 1994, 27 december 1995, 30 december 1996, 8 september 1997, 10 december 1997, 29 december 1997, 26 augustus 1998 en 30 december 1998 worden voor het dienstjaar 1999 geconcretiseerd door en aangevuld met de bepalingen van dit besluit.

Art. 2. Voor de toepassing van dit besluit wordt bedoeld met :

1° "het koninklijk besluit van 30 juli 1986" : het koninklijk besluit van 30 juli 1986 houdende wijziging van het koninklijk besluit van 13 december 1966 tot bepaling van het percentage van de toelagen voor de opbouw, de herconditionering, de uitrusting en de apparatuur van ziekenhuizen en van zekere voorwaarden waaronder ze worden verleend;

2° "het ministerieel besluit van 2 augustus 1986" : het ministerieel besluit van 2 augustus 1986 houdende bepaling van de voorwaarden en regelen voor de vaststelling van de prijs per verpleegdag, het budget en de onderscheiden bestanddelen ervan, alsmede van de regelen voor de vergelijking van de kosten en voor de vaststelling van het quotum van de verpleegdagen voor de ziekenhuizen en ziekenhuisdiensten, gewijzigd bij de ministeriële besluiten van 21 april 1987, 11 augustus 1987, 7 november 1988, 12 oktober 1989, 20 december 1989, 23 juni 1990, 10 juli 1990, 28 november 1990, 26 februari 1991, 20 maart 1991, 10 april 1991, 20 november 1991, 19 oktober 1992, 30 oktober 1992, 30 december 1993, 23 juni 1994, 19 juli 1994, 28 december 1994, 27 december 1995, 30 december 1996, 8 september 1997, 10 december 1997, 29 december 1997, 26 augustus 1998 en 30 december 1998;

3° "het ministerieel besluit van 2 mei 1995" : het ministerieel besluit van 2 mei 1995 houdende wijziging van het ministerieel besluit van 28 december 1994 houdende vaststelling, voor het dienstjaar 1995, van de specifieke voorwaarden en regelen die gelden voor de vaststelling van de prijs per verpleegdag, het budget van financiële middelen en het quotum van verpleegdagen voor de ziekenhuizen en ziekenhuisdiensten;

4° "het ministerieel besluit van 27 december 1995" : het ministerieel besluit van 27 december 1995 houdende vaststelling, voor het dienstjaar 1996, van de specifieke voorwaarden en regelen die gelden voor de vaststelling van de prijs per verpleegdag, het budget van financiële middelen en het quotum van verpleegdagen voor ziekenhuizen en de ziekenhuisdiensten.

5° "l'arrêté ministériel du 29 décembre 1997" : l'arrêté ministériel du 29 décembre 1997 fixant, pour l'exercice 1998, les conditions et les règles spécifiques qui régissent la fixation du prix de la journée d'hospitalisation, le budget des moyens financiers et le quota de journées d'hospitalisation des hôpitaux et services hospitaliers.

6° "l'arrêté ministériel du 27 juillet 1998" : l'arrêté ministériel du 27 juillet 1998 modifiant l'arrêté ministériel du 29 décembre 1997 fixant, pour l'exercice 1998, les conditions et les règles spécifiques qui régissent la fixation du prix de la journée d'hospitalisation, le budget des moyens financiers et le quota de journées d'hospitalisation des hôpitaux et services hospitaliers

7° "l'arrêté ministériel du 3 décembre 1998" : l'arrêté ministériel du 3 décembre 1998 modifiant l'arrêté ministériel du 29 décembre 1997 fixant, pour l'exercice 1998, les conditions et les règles spécifiques qui régissent la fixation du prix de la journée d'hospitalisation, le budget des moyens financiers et le quota de journées d'hospitalisation des hôpitaux et services hospitaliers

CHAPITRE II. — Fixation du budget

Section 1^{ère}. — Partie a du budget pour tous les hôpitaux

Sous-section 1. — Sous-partie A1 du budget

Art. 3. § 1. Le pourcentage visé à l'article 16, § 2, de l'arrêté ministériel du 2 août 1986 peut, selon des règles à préciser, être porté à 70 % en cas d'application de l'arrêté royal du 30 juillet 1986.

§ 2. Un montant de F 48 000 est attribué par hôpital pour couvrir les frais de développement du software dont les caractéristiques ont été définies par le Ministre qui a le prix de la journée d'hospitalisation dans ses attributions, qui permet l'enregistrement des données comptables et financières.

Sous-section 2. — Sous-partie A2 du budget

Art. 4. Le taux d'intérêt visé à l'article 21, § 2 de l'arrêté ministériel du 2 août 1986 est fixé à 5,60 %.

Section 2. — Partie B du budget

Sous-section 1. — Hôpitaux généraux hormis ceux agréés sous l'index Sp

Rubrique 1. — Sous-partie B1 du budget

Art. 5. Pour la fixation de la Sous-partie B1 du budget des moyens financiers, l'exercice 1993 est retenu pour l'application de l'article 37, § 1^{er} et l'exercice 1994 est retenu pour l'application des articles 31, 33, 34, 37, § 2, et 38 de l'arrêté ministériel du 2 août 1986.

Art. 6. La Sous-partie B1 du budget des moyens financiers des hôpitaux est augmentée de 2 francs par journée en vue de couvrir les frais d'affiliation à la Confédération du secteur non marchand ou tout autre organisme équivalent pour le secteur public.

Rubrique 2. — Sous-partie B2 du budget

Art. 7. § 1. Pour la fixation de la Sous-partie B2, l'exercice 1994 est retenu pour l'application des articles 42, § 9 et 43, § 3, 1° et 2° d), l'exercice 1995 est retenu pour l'application des articles 42, § 8, 43, § 1er, 1°, 2° et 3°, § 2, 2° a) 1°, 2° et 3°, b) 1° et 2°, et c), 43, § 3, 2° a), b) et c) et l'exercice 1997 est retenu pour l'application de l'article 43, § 2, 1° a) de l'arrêté ministériel du 2 août 1986.

§ 2. L'exercice 1995 constitue l'exercice de référence pour l'application des dispositions reprises à l'annexe 3 et au point 2 de l'annexe 9 à l'arrêté ministériel du 2 août 1986.

Art. 8. § 1. Pour les hôpitaux disposant de lits C, D, E et H* agréés, la Sous-partie B2 du budget des moyens financiers est augmentée au 1^{er} janvier 1999, en vue de financer l'équipe mobile supplémentaire de membres de personnel non liée à une unité architecturale, structurelle ou fonctionnelle, d'un montant correspondant à 0,5 personne ETP supplémentaire par 30 lits C, D, E et H* agréés, multiplié par F 1 350 000.

§ 2. Pour conserver le bénéfice de ces dispositions, les hôpitaux concernés devront transmettre à l'Administration des Etablissements de Soins - Comptabilité et Gestion des Hôpitaux- avant le 1^{er} mars 1999 :

— la preuve de l'engagement effectif du personnel financé par les dispositions susvisées.

5° "het ministerieel besluit van 29 december 1997" : het ministerieel besluit van 29 december 1997 houdende vaststelling, voor het dienstjaar 1998, van de specifieke voorwaarden en regelen die gelden voor de vaststelling van de prijs per verpleegdag, het budget van financiële middelen en het quotum van verpleegdagen voor ziekenhuizen en de ziekenhuisdiensten.

6° "het ministerieel besluit van 27 juli 1998" : het ministerieel besluit van 27 juli 1998 tot wijziging van het ministerieel besluit van 29 december 1997 houdende vaststelling, voor het dienstjaar 1998, van de specifieke voorwaarden en regelen die gelden voor de vaststelling van de prijs per verpleegdag, het budget van financiële middelen en het quotum van verpleegdagen voor ziekenhuizen en de ziekenhuisdiensten.

7° "het ministerieel besluit van 3 december 1998" : het ministerieel besluit van 3 december 1998 tot wijziging van het ministerieel besluit van 29 december 1997 houdende vaststelling, voor het dienstjaar 1998, van de specifieke voorwaarden en regelen die gelden voor de vaststelling van de prijs per verpleegdag, het budget van financiële middelen en het quotum van verpleegdagen voor ziekenhuizen en de ziekenhuisdiensten.

HOOFDSTUK II. — Vaststelling van het budget

Afdeling 1. — Deel A van het budget van alle ziekenhuizen

Onderafdeling 1. — Onderdeel A1 van het budget

Art. 3. § 1. Het percentage bedoeld in artikel 16, § 2 van het ministerieel besluit van 2 augustus 1986 kan, volgens nader te bepalen regels, op 70% gebracht worden ingeval van toepassing van het koninklijk besluit van 30 juli 1986.

§ 2. Een bedrag van 48 000 frank wordt, per ziekenhuis, toegekend om de ontwikkelingkosten van de software, waarvan de karakteristieken gedefinieerd worden door de Minister die de verpleegdagprijzen onder zijn bevoegdheid heeft, en die de registratie van de boekhoudkundige en financiële gegevens toelaat, te dekken.

Onderafdeling 2. — Onderdeel A2 van het budget

Art. 4. Het in artikel 21, § 2 van het ministerieel besluit van 2 augustus 1986 bedoelde intrestvoet wordt op 5,60 % vastgesteld.

Afdeling 2. — Deel B van het budget

Onderafdeling 1. — Algemene ziekenhuizen, behalve die erkend onder kenletter Sp

Rubriek 1. — Onderdeel B1 van het budget

Art. 5. Om Onderdeel B1 van het budget van financiële middelen vast te stellen wordt het dienstjaar 1993 weerhouden voor de toepassing van het artikel 37, § 1 en het dienstjaar 1994 voor de toepassing van de artikelen 31, 33, 34, 37, § 2, en 38 van het ministerieel besluit van 2 augustus 1986.

Art. 6. Het Onderdeel B1 van het budget van financiële middelen wordt met een bedrag van 2 frank per dag verhoogd om de toedredingskosten tot de Confederatie van de non-profit sector of een gelijkwaardige organisatie te dekken voor de openbare sector.

Rubriek 2. — Onderdeel B2 van het budget

Art. 7. § 1. Om Onderdeel B2 van het budget van financiële middelen vast te stellen wordt het dienstjaar 1994 weerhouden voor de toepassing van de artikelen 42, § 9 en 43, § 3, 1° en 2° d), het dienstjaar 1995 voor de toepassing van de artikelen 42, § 8, 43, § 1, 1°, 2° en 3°, § 2, 2° a) 1°, 2° en 3°, b) 1° et 2°, en c), 43, § 3, 2° a), b) en c) en het dienstjaar 1997 voor de toepassing van het artikel 43, § 2, 1° a) van het ministerieel besluit van 2 augustus 1986.

§ 2. Het dienstjaar 1995 is het referentiejaar voor de toepassing van de bepalingen vermeld in de bijlage 3 en in punt 2 van de bijlage 9 van het ministerieel besluit van 2 augustus 1986.

Art. 8. § 1. Voor de ziekenhuizen die beschikken over erkende C, D, E en H*-bedden wordt Onderdeel B2 van het budget van financiële middelen per 1 januari 1999 verhoogd met een bedrag gelijk aan 0,5 bijkomende VTE-personeelsleden per 30 erkende C, D, E, H*-bedden, vermenigvuldigd met F 1 350 000 om de bijkomende mobiele equipe van personeelsleden, niet verbonden aan een architecturale, structurele of functionele eenheid te financieren.

§ 2. Om het voordeel van deze bepaling te behouden, moeten de betrokken ziekenhuizen de volgende gegevens overmaken aan de Bestuursafdeling der Verzorgingsinstellingen, Boekhouding en Beheer van de ziekenhuizen voor 1 maart 1999 :

— het bewijs dat het door voorvermelde bepalingen gefinancierd personeel wel degelijk geëngageerd is.

Art. 9. Les montants octroyés en application de l'article 1^{er} de l'arrêté ministériel du 2 mai 1995, de l'article 8, § 1^{er} de l'arrêté ministériel du 29 décembre 1997, de l'article 1^{er} de l'arrêté ministériel du 27 juillet 1998 et de l'article 1^{er} de l'arrêté ministériel du 3 décembre 1998 restent alloués pour l'exercice 1999.

Rubrique 3. — Sous-partie B4 du budget

Art. 10. Sans préjudice de l'application de l'article 48, §§ 6, 8, 14, 16, 21, 22 et 23 de l'arrêté ministériel du 2 août 1986, la Sous-partie B4 du budget des moyens financiers est fixée à la valeur au 31 décembre 1998.

Rubrique 4. — Sous-partie B5 du budget

Art. 11. Pour la fixation de la Sous-partie B5 du budget des moyens financiers, l'exercice 1996 est retenu pour l'application des dispositions reprises à l'article 49, § 1^{er} a) et d) de l'arrêté ministériel du 2 août 1986 et l'exercice 1995 est retenu pour l'application des dispositions reprises à l'article 49, § 1, e) de ce même arrêté ministériel.

Rubrique 5. — Sous-partie B6 du budget

Art. 12. La Sous-partie B6 du budget des moyens financiers est fixée à sa valeur au 31 décembre 1998.

Rubrique 6. — Dispositions communes pour la Partie B
excepté la Sous-partie B6

Art. 13. Le pourcentage visé au point 5 de l'annexe 4 à l'arrêté ministériel du 2 août 1986 est fixé à 0 %.

Art. 14. La Partie B du budget des moyens financiers, excepté la Sous-partie B6, est augmentée au 1^{er} janvier 1999 de 0,78 % pour couvrir les charges des augmentations barémiques.

Sous-section 2. — Hôpitaux et services agréés sous l'index Sp

Rubrique 1. — Sous-parties B1 et B2 du budget

Art. 15. Les Sous-parties B1 et B2 du budget des moyens financiers des hôpitaux et services agréés sous l'index Sp sont fixées aux montants correspondant à la valeur au 31 décembre 1998.

Art. 16. § 1. La disposition reprise à l'article 6 du présent arrêté est applicable aux hôpitaux et services agréés sous l'index Sp.

§ 2. La Sous-partie B2 du budget des moyens financiers des hôpitaux et services Sp agréés sous l'index Sp est augmentée au 1^{er} janvier 1999, en vue de financer l'équipe mobile supplémentaire de membres de personnel non liée à une unité architecturale, structurelle ou fonctionnelle, d'un montant correspondant à 0,5 personne ETP supplémentaire par 30 lits Sp agréés, multiplié par F 1 350 000.

Pour conserver le bénéfice de ces dispositions, les hôpitaux concernés devront transmettre à l'Administration des Etablissements de Soins - Comptabilité et Gestion des Hôpitaux- avant le 1^{er} mars 1999 :

— la preuve de l'engagement effectif du personnel financé par les dispositions susvisées.

Rubrique 2. — Sous-partie B4 du budget

Art. 17. Sans préjudice de l'application de l'article 48, §§ 8 et 23 de l'arrêté ministériel du 2 août 1986, la Sous-partie B4 du budget des moyens financiers des hôpitaux et services agréés sous l'index Sp est fixée au montant correspondant à la valeur au 31 décembre 1998.

Rubrique 3. — Sous-partie B5 du budget

Art. 18. La Sous-partie B5 du budget des moyens financiers des hôpitaux et services agréés sous l'index Sp est fixée conformément aux dispositions de l'article 49, § 2 de l'arrêté ministériel du 2 août 1986.

Rubrique 4. — Sous-partie B6 du budget

Art. 19. La Sous-partie B6 du budget des moyens financiers des hôpitaux et services agréés sous l'index Sp est fixée au montant correspondant à la valeur au 31 décembre 1998.

Rubrique 5. — Dispositions communes pour la Partie B,
à l'exception de la Sous-partie B6

Art. 20. La disposition reprise à l'article 14 du présent arrêté est également applicable aux hôpitaux et services agréés sous l'index Sp.

Art. 9. De bedragen toegekend bij toepassing van artikel 1 van het ministerieel besluit van 2 mei 1995, artikel 8, § 1 van het ministerieel besluit van 29 december 1997, artikel 1 van het ministerieel besluit van 27 juli 1998 en artikel 1 van het ministerieel besluit van 3 december 1998 blijven toegekend voor het dienstjaar 1999.

Rubriek 3. — Onderdeel B4 van het budget

Art. 10. Onverminderd artikel 48, §§ 6, 8, 14, 16, 21, 22 en 23 van het ministerieel besluit van 2 augustus 1986, wordt het Onderdeel B4 van het budget van financiële middelen op de waarde op 31 december 1998 vastgesteld.

Rubriek 4. — Onderdeel B5 van het budget

Art. 11. Om Onderdeel B5 van het budget van financiële middelen vast te stellen worden weerhouden het dienstjaar 1996 voor de toepassing van het artikel 49, § 1 a) en d) van het ministerieel besluit van 2 augustus 1986 en het dienstjaar 1995 voor de toepassing van het artikel 49, § 1, e) van het zelfde ministerieel besluit.

Rubriek 5. — Onderdeel B6 van het budget

Art. 12. Onderdeel B6 van het budget van financiële middelen wordt vastgesteld op zijn waarde per 31 december 1998.

Rubriek 6. — Gemeenschappelijke bepalingen voor Deel B
met uitzondering van Onderdeel B6

Art. 13. Het in punt 5 van de bijlage 4 bij het ministerieel besluit van 2 augustus 1986 bedoelde percentage wordt op 0 % vastgesteld.

Art. 14. Deel B van het budget van financiële middelen met uitzondering van Onderdeel B6, wordt op 1 januari 1999 met 0,78 % vermeerderd om de lasten van de loonschaalverhogingen te dekken.

Onderafdeling 2. — Ziekenhuizen en diensten erkend
onder kenletter Sp

Rubriek 1. — Onderdelen B1 en B2 van het budget

Art. 15. Onderdelen B1 en B2 van het budget van financiële middelen van de ziekenhuizen en diensten erkend onder kenletter Sp worden vastgesteld op de bedragen die overeenstemmen met de waarde op 31 december 1998.

Art. 16. § 1. De bepaling van artikel 6 van dit besluit is eveneens van toepassing op de ziekenhuizen en diensten erkend onder kenletter Sp.

§ 2. Het Onderdeel B2 van het budget van financiële middelen van de ziekenhuizen en diensten erkend onder kenletter Sp wordt per 1 januari 1999 verhoogd met een bedrag gelijk aan 0,5 bijkomende VTE-personeelsleden per 30 erkende Sp-bedden, vermenigvuldigd met F 1 350 000, om de bijkomende mobiele equipe van personeelsleden, niet verbonden aan een architecturale, structurele of functionele eenheid te financieren.

Om het voordeel van deze bepaling te behouden, moeten de betrokken ziekenhuizen de volgende gegevens overmaken aan de Bestuursafdeling der Verzorgingsinstellingen, Boekhouding en Beheer van de ziekenhuizen voor 1 maart 1999 :

— het bewijs dat het door voorvermelde bepalingen gefinancierd personeel wel degelijk geëngageerd is.

Rubriek 2. — Onderdeel B4 van het budget

Art. 17. Onverminderd artikel 48, §§ 8 en 23 van het ministerieel besluit van 2 augustus 1986, wordt het Onderdeel B4 van het budget van financiële middelen van de ziekenhuizen en diensten erkend onder kenletter Sp op de waarde op 31 december 1998 vastgesteld.

Rubriek 3. — Onderdeel B5 van het budget

Art. 18. Onderdeel B5 van het budget van financiële middelen van de ziekenhuizen en diensten erkend onder kenletter Sp, wordt vastgesteld overeenkomstig artikel 49, § 2 van het ministerieel besluit van 2 augustus 1986.

Rubriek 4. — Onderdeel B6 van het budget

Art. 19. Onderdeel B6 van het budget van financiële middelen van de ziekenhuizen en diensten erkend onder kenletter Sp wordt vastgesteld op zijn waarde per 31 december 1998.

Rubriek 5. — Gemeenschappelijke bepalingen voor Deel B met
uitzondering van Onderdeel B6.

Art. 20. De bepaling van artikel 14 van dit besluit is eveneens van toepassing op de ziekenhuizen en de diensten, erkend onder kenletter Sp.

Sous-section 3. — Hôpitaux psychiatriques

Rubrique 1. — Sous-partie B1 du budget

Art. 21. La Sous-partie B1 du budget des moyens financiers des hôpitaux psychiatriques est fixée conformément aux dispositions de l'article 72, § 1 de l'arrêté ministériel du 2 août 1986.

Art. 22. La disposition reprise à l'article 6 du présent arrêté est également applicable aux hôpitaux psychiatriques.

Rubrique 2. — Sous-partie B2 du budget

Art. 23. La Sous-partie B2 du budget des moyens financiers des hôpitaux psychiatriques est fixée conformément aux dispositions de l'article 72, § 1 de l'arrêté ministériel du 2 août 1986.

Art. 24. § 1 La Sous-partie B2 du budget des moyens financiers des hôpitaux psychiatriques est augmentée au 1^{er} janvier 1999 :

— d'un montant correspondant à 0,50 ETP supplémentaire par 30 lits T agréés, multiplié par F 1 350 000 en vue de financer une équipe mobile supplémentaire de membres de personnel non liée à une unité architecturale, structurelle ou fonctionnelle;

— d'un montant correspondant à un ETP cadre intermédiaire par 150 lits agréés, multiplié par F 1 700 000.

— d'un montant forfaitaire de F 200 000 visant à couvrir les coûts supplémentaires résultant de la désignation d'un deuxième infirmier chef par 60 lits T agréés.

§ 2 Pour conserver le bénéfice de ces dispositions, les hôpitaux concernés devront transmettre à l'Administration des Etablissements de Soins - Comptabilité et Gestion des Hôpitaux- avant le 1^{er} mars 1999 :

— la preuve de l'engagement effectif du personnel financé par les dispositions visées aux 1^{er} et 2^{ème} tirets du § 1;

— la preuve de ce que la désignation visée au 3^{ème} tiret du § 1 est bien effectuée.

Rubrique 3. — Sous-partie B4 du budget

Art. 25. Sans préjudice de l'application de l'article 48, §§ 8, 21 et 23, la Sous-partie B4 du budget des moyens financiers des hôpitaux psychiatriques est fixée au montant correspondant à la valeur au 31 décembre 1998.

Rubrique 4. — Sous-partie B5 du budget

Art. 26. La Sous-partie B5 du budget des moyens financiers des hôpitaux psychiatriques est fixée conformément aux dispositions de l'article 49, § 3 de l'arrêté ministériel du 2 août 1986.

Rubrique 5. — Sous-partie B6 du budget

Art. 27. La Sous-partie B6 du budget des moyens financiers est fixée à sa valeur au 31 décembre 1998.

Rubrique 6. — Dispositions communes pour la Partie B, à l'exception de la Sous-partie B6.

Art. 28. La disposition reprise à l'article 14 du présent arrêté est également applicable aux hôpitaux psychiatriques.

CHAPITRE III — Fixation du quota de journées d'hospitalisation

Art. 29. Le quota de journées d'hospitalisation est, pour les hôpitaux généraux, fixé conformément aux dispositions de l'article 53 de l'arrêté ministériel du 2 août 1986.

Art. 30. Pour les hôpitaux psychiatriques, le quota de journées d'hospitalisation est fixé conformément aux dispositions de l'article 54 de l'arrêté ministériel du 2 août 1986.

Art. 31. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} janvier 1999.

Bruxelles, le 30 décembre 1998.

Mme M. DE GALAN

Onderafdeling 3. — Psychiatrische Ziekenhuizen

Rubriek 1. — Onderdeel B1 van het budget

Art. 21. Onderdeel B1 van het budget van financiële middelen van de psychiatrische ziekenhuizen wordt vastgesteld overeenkomstig de bepalingen van het artikel 72, § 1 van het ministerieel besluit van 2 augustus 1986.

Art. 22. De bepaling van artikel 6 van dit besluit is eveneens van toepassing op de psychiatrische ziekenhuizen.

Rubriek 2. — Onderdeel B2 van het budget

Art. 23. Onderdeel B2 van van het budget van financiële middelen van de psychiatrische ziekenhuizen wordt vastgesteld overeenkomstig de bepalingen van het artikel 72, § 1 van het ministerieel besluit van 2 augustus 1986.

Art. 24. § 1. Het Onderdeel B2 van het budget van financiële middelen van de psychiatrische ziekenhuizen wordt per 1 januari verhoogd :

— met een bedrag gelijk aan 0,5 bijkomende VTE-personeelsleden per 30 erkende T-bedden, vermenigvuldigd met F 1 350 000, om de bijkomende mobiele equipe van personeelsleden, niet verbonden aan een architecturale, structurele of functionele eenheid te financieren;

— met een bedrag gelijk aan 1 VTE middenkader per 150 erkende bedden, vermenigvuldigd met F 1 700 000.

— met een forfaitair bedrag van F 200 000 om de bijkomende kosten te dekken voortkomend uit de aanstelling van een tweede hoofdverpleegkundige per 60 erkende T-bedden.

§ 2 Om het voordeel van deze bepaling te behouden, moeten de betrokken ziekenhuizen de volgende gegevens overmaken aan de Bestuurafdeling der Verzorgingsinstellingen, Boekhouding en Beheer van de ziekenhuizen voor 1 maart 1999 :

— het bewijs dat het door voorvermelde bepaling gefinancierd personeel wel degelijk geëngageerd is.

— het bewijs dat de aanstelling bedoeld in het 3de streepje van § 1 uitgevoerd werd.

Rubriek 3. — Onderdeel B4 van het budget

Art. 25. Onverminderd artikel 48, §§ 8, 21 en 23 van het ministerieel besluit van 2 augustus 1986, wordt het Onderdeel B4 van het budget van financiële middelen op de waarde op 31 december 1998 vastgesteld.

Rubriek 4. — Onderdeel B5 van het budget

Art. 26. Onderdeel B5 van het budget van financiële middelen van de psychiatrische ziekenhuizen wordt vastgesteld overeenkomstig artikel 49, § 3 van het ministerieel besluit van 2 augustus 1986.

Rubriek 5. — Onderdeel B6 van het budget

Art. 27. Onderdeel B6 van het budget van financiële middelen wordt vastgesteld op zijn waarde per 31 december 1998.

Rubriek 6. — Gemeenschappelijke bepalingen voor Deel B met uitzondering van Onderdeel B6

Art. 28. De bepaling van artikel 14 van dit besluit is eveneens van toepassing op de psychiatrische ziekenhuizen.

HOOFDSTUK III. — Vaststelling van het quotum van verpleegdagen

Art. 29. Het quotum van verpleegdagen wordt voor de algemene ziekenhuizen vastgesteld overeenkomstig de bepalingen van het artikel 53 van het ministerieel besluit van 2 augustus 1986.

Art. 30. Voor de psychiatrische ziekenhuizen wordt het quotum van verpleegdagen vastgesteld overeenkomstig de bepalingen van het artikel 54 van het ministerieel besluit van 2 augustus 1986.

Art. 31. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 1999.

Brussel, 30 december 1998.

Mevr. M. DE GALAN